

Document

La révision d'Eurostat, nouveau coup dur pour la Grèce. (23.04)

Reuters - 22.04.

Eurostat a revu en hausse la prévision de déficit budgétaire de la Grèce, une mauvaise nouvelle de plus pour le gouvernement grec, qui peine tout autant à convaincre les marchés de ses capacités à résoudre les problèmes qu'à rallier la population à ses mesures d'austérité.

L'organisme de la statistique de l'Union européenne projette dorénavant un déficit budgétaire grec représentant 13,6% du PIB en 2009, contre 12,7% précédemment. Il prévoit aussi une dette publique qui se monte à 115,1% du produit intérieur brut (PIB).

Eurostat souligne aussi que ces chiffres pourraient se creuser et "exprime ses réserves sur la qualité des données communiquées par la Grèce".

Le gouvernement grec s'est engagé en février à réduire son déficit de quatre points dès cette année, pour le ramener à 8,7% du PIB. Le ministère des Finances a fait savoir que la révision annoncée par Eurostat ne remettait pas en cause cet objectif.

L'annonce d'Eurostat a fait reculer à la fois les obligations grecques et l'euro, ainsi que les banques grecques dans leur ensemble.

Les fonctionnaires sont une nouvelle fois descendus dans la rue jeudi, pour la quatrième fois depuis le début de l'année, afin de protester contre la politique d'austérité d'Athènes.

Ils dénoncent en vrac la réduction des traitements de la fonction publique, le gel des retraites et la hausse des impôts.

25% DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT

Soumis à la pression internationale, le gouvernement grec a imposé au pays une cure d'austérité pour le sortir de l'ornière financière, une situation qu'il paie cher sur le marché où son coût d'emprunt s'est sensiblement élevé.

Les intervenants redoutent implicitement que le pays soit placé à un moment ou à un autre en situation de défaut de paiement.

En conséquence la prime de risque pour détenir des obligations grecques s'est considérablement alourdie sur le marché. Tout comme l'écart de rendement entre ces obligations et leurs homologues allemandes, lequel se rapproche des six points, ce qui ne se serait plus vu depuis 1998.

Une enquête Reuters effectuée auprès d'une cinquantaine d'économistes minimise le risque de défaut, au moins dans l'immédiat, car ces économistes parient que les autres pays de la zone euro ne laisseront pas la Grèce sombrer.

Mais ils évaluent tout de même à 25% environ la probabilité que ce défaut intervienne dans les cinq années à venir.

D'autant que, selon le FMI, le chômage risque d'atteindre 13% de la population active en Grèce en 2011 et le pays risque d'être le seul de la zone euro à subir la récession l'an prochain, avec une contraction du PIB estimée à 1,1%, entraînant autant de rentrées fiscales en moins et autant de charges en plus.

Athènes discute depuis mercredi avec des délégués du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne pour définir les modalités d'un plan d'aide susceptible d'allouer à la Grèce entre 40 et 45 milliards d'euros.

Ces discussions pourraient durer plusieurs semaines, un élément qui, là encore, n'inspire guère confiance aux marchés. Mais en tout état de cause, les choses devraient être précisées entre le 15 et le 19 mai. Le 15 mai est la date butoir pour aboutir à un accord tripartite et le 19 mai la date envisagée par Athènes pour une nouvelle émission obligataire.

SE PRÉPARER AU PIRE

La ministre de l'Economie Christine Lagarde avait confirmé mercredi que la France contribuerait à hauteur de 6,3 milliards d'euros si la Grèce déclençait le processus de déblocage de cette aide.

Une éventualité qu'exclut l'Allemagne dans l'immédiat, et en l'espèce d'ici au 19 mai, jour où la Grèce doit notamment rembourser 8,5 milliards d'euros de dettes arrivant à échéance.

"Se préparer au pire ne signifie pas que cela va arriver mais plutôt que l'on essaie de l'éviter", a dit le ministre des Finances Wolfgang Schäuble à la radio, ajoutant que les mesures budgétaires prises par la Grèce lui semblaient ambitieuses et suffisantes.

Le gouvernement allemand lui-même doit composer avec une opinion publique peu encline à donner un coup de main à la Grèce, ainsi qu'avec une élection dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie le 9 mai.

S'il arrivait que la Grèce sollicite le déclenchement du programme d'aide, les pays de la zone euro verseraient une contribution de 30 milliards d'euros et le Fonds monétaire international (FMI) de 12 milliards d'euros la première année.